

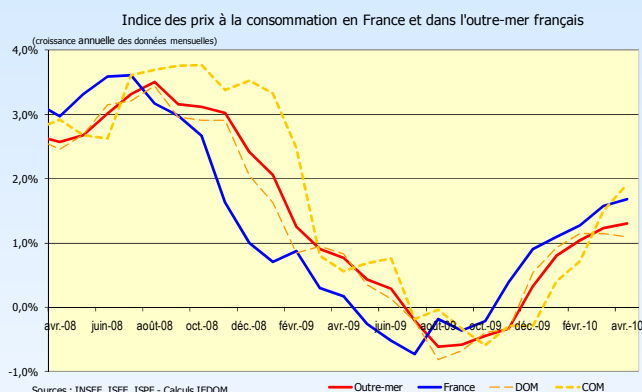


Les économies de l'Outre-mer français évoluent de façon dispersée au 1^{er} trimestre 2010

Le début de l'année 2010 se caractérise par une évolution disparate des économies de l'outre-mer français. Si le climat des affaires a continué d'être jugé défavorable par les chefs d'entreprise, à l'exception notable de la Nouvelle-Calédonie, il s'est amélioré de façon significative aux Antilles, accentuant la tendance observée au cours du trimestre précédent et, dans une moindre mesure, à La Réunion. A l'inverse, il s'est dégradé en Polynésie française, affectée par de graves turbulences climatiques en février et pénalisée par l'instabilité politique. En Guyane et à Mayotte, la dégradation de l'ICA observé en fin d'année 2009 s'est confirmée. Les indicateurs de la demande intérieure ont été mitigés et la reprise du tourisme au niveau mondial ne semble pas avoir profité à l'outre-mer français. En revanche, la dégradation du marché de l'emploi a marqué le pas sur la période dans l'ensemble des géographies ultramarines. Les anticipations des chefs d'entreprises sur l'évolution de l'activité économique dans les prochains mois restent très prudentes.

Hausse des prix modérée dans les DOM, plus forte dans les COM

En moyenne, les prix sont repartis à la hausse, mais à un rythme moindre que celui de la France entière : en avril, le glissement annuel moyen pour l'outre-mer s'établissait à 1,3 % contre 1,7 % pour la France entière. Dans un contexte de reprise progressive des prix des matières premières, les mécanismes de fixation des prix des produits pétroliers qui prévalent dans les départements et collectivités d'outre-mer participent au décalage observé entre l'évolution des cours mondiaux de pétrole et leurs répercussions sur les prix des carburants au niveau local.



Cette évolution moyenne masque des variations différenciées selon les géographies. Dans les DOM, la hausse est restée très modérée. Si la Guadeloupe et la Martinique enregistrent encore des progressions sur les quatre premiers mois de l'année, les prix ont été pratiquement stables sur la période à La Réunion et sont à la baisse à Mayotte et surtout en Guyane. Les glissements annuels s'étagent de 1,8 % à la Guadeloupe à -0,2 % en Guyane. Dans les collectivités du Pacifique, la progression des prix a été plus dynamique, en particulier en Nouvelle-Calédonie (2,7 % sur un an et 1,4 % depuis le début de l'année) où on s'interroge sur le risque d'un retour de l'inflation.

En Polynésie française, après un nouveau repli en début d'année, les prix ont enregistré une légère hausse en mars et avril et la progression sur un an atteint 1,0 % fin avril.

Atténuation de la dégradation du marché du travail

Sur les quatre premiers mois de l'année 2010, l'augmentation du nombre de demandeurs d'emploi dans les DOM s'est poursuivie mais à un rythme plus modéré qu'au second semestre 2009. En avril elle était de 11,6 % en moyenne dans les DOM sur un an (soit 3,6 points de moins qu'en décembre 2009), contre 8 % en métropole (soit 10,8 points de moins). Le ralentissement de la dégradation du marché de l'emploi est intervenu avec retard en moyenne dans les DOM, soit à partir de février 2010, alors qu'en métropole la décélération du nombre de DEFM s'observait déjà depuis mai 2009.

La Martinique a été le département où cette décélération a été la plus forte. A l'inverse, La Réunion a enregistré une nouvelle dégradation du marché du travail, avec une hausse des DEFM en glissement annuel de 16,6 % fin avril. En Nouvelle-Calédonie, le nombre de demandeurs d'emploi a continué de croître à un rythme soutenu mais cette évolution relève pour partie des perspectives d'emploi offertes par l'usine du Nord et d'un recensement plus exhaustif. En Polynésie française, la dégradation de l'indice de l'emploi salarié dans le secteur marchand, entamée depuis octobre 2008, a été moins prononcée qu'en fin d'année 2009, avec un recul de 2,7 % de l'indice en mars sur un an (après le creux de l'été 2009 à -6,3 %).

Demandeurs d'emploi inscrits en fin de mois catégorie A

	avr-10	Variation sur 12 mois
Guadeloupe	51,8	8,2%
Martinique	38,8	5,6%
Guyane	15,3	7,5%
Réunion	106,6	16,6%
DOM	212,3	11,6%
Saint-Pierre et Miquelon	0,4	-11,4%
Nouvelle-Calédonie	8,1	8,3%
France métropolitaine	2 596,4	8,0%

Source : DARES, IDCN - Données en milliers

IEDOM

Guadeloupe : 2010 en attente de la reprise

Après une fin d'année 2009 qui avait laissé entrevoir quelques signes d'amélioration, la reprise de l'activité se fait encore attendre en début d'année 2010. L'indicateur du climat des affaires a nettement progressé au premier trimestre 2010 (+12,1 points), mais demeure néanmoins inférieur à sa moyenne de longue période depuis huit trimestres consécutifs. L'activité dans la plupart des secteurs peine encore à retrouver son sentier d'équilibre. Seuls les professionnels du secteur des services aux entreprises anticipent la reprise de leur courant d'affaires. Dans un contexte d'incertitudes économiques persistant, marqué par des tensions sur le pouvoir d'achat, la demande intérieure est restée atone : la consommation des ménages a de nouveau enregistré un net fléchissement et l'investissement tant des entreprises que des ménages s'est inscrit en repli.

Après avoir bénéficié du rebond de la consommation des ménages en fin d'année 2009, l'activité commerciale s'est de nouveau affaiblie et, dans le commerce automobile, l'embellie apportée par la prime à la casse a fini par s'essouffler. La fréquentation touristique a été meilleure que l'année précédente (marquée par la crise sociale de février-mars 2009), mais le trafic de passagers à l'aéroport s'est établi en deçà des niveaux de 2008 et 2007 et l'hôtellerie a continué d'être impactée par le déficit de fréquentation. Une fois de plus l'activité de croisière a été bien orientée, avec plus de 112 000 visiteurs accueillis à la Guadeloupe à fin mars, soit la meilleure performance des quatre dernières années. Dans le BTP, la situation reste préoccupante et les anticipations à la hausse de l'activité ne se sont pas confirmées. La consommation de ciment et les attestations du Consuel pour les logements et locaux neufs ressortent en repli respectivement de -2,1 % et -6,6 % par rapport au trimestre précédent. Cependant, les travaux de rénovation urbaine des Abymes/Pointe-à-Pitre, débutés en partie dès la fin d'année 2009, pourraient jouer favorablement sur le secteur. A fin mars, le niveau des engagements cumulés de la ligne budgétaire unique s'établit à 22,6 % de la dotation en 2010, en hausse de 16,6 points par rapport à 2009. Enfin, les secteurs primaire et de l'agroalimentaire n'ont pas été favorisés par l'épisode volcanique de la soufrière de Montserrat et par la sécheresse qui a sévi dans le département. Les exportations de bananes ont chuté de moitié, les producteurs de melons estiment que 40 % de la récolte sera non commercialisable et les performances de la filière canne-sucre ont été inférieures aux prévisions. Les exportations de rhum industriel ont également diminué.

Martinique : l'économie a amorcé un rebond

Le premier trimestre 2010 s'est caractérisé par un assainissement de l'environnement économique. L'enquête de conjoncture témoigne d'une reprise de l'activité par rapport au quatrième trimestre 2009, qui reste cependant à un niveau encore inférieur à celui observé avant la crise.

L'indicateur de climat des affaires (ICA) est en hausse de 15,2 points au premier trimestre, se rapprochant de sa moyenne de longue période. Cette évolution illustre une orientation plus favorable de l'activité selon les chefs d'entreprise. Pour autant, la conjoncture reste fragile : la reprise de l'investissement est encore timide, avec une situation du BTP toujours difficile et un secteur touristique qui souffre d'une fréquentation insuffisante par rapport aux années précédentes. La commande publique tarde à redémarrer, pénalisée par la situation financière des collectivités locales. L'évolution de la consommation des ménages est contrastée. L'activité de la grande distribution a retrouvé le même niveau qu'au premier trimestre 2008, alors que parallèlement les ventes de véhicules automobiles et les crédits à la consommation sont orientés à la baisse. Le courant d'affaires devrait rester mitigé au second trimestre : seuls les secteurs agricole et agro-alimentaire anticipent une franche reprise de l'activité.

La plupart des secteurs enregistrent une légère amélioration de leur courant d'affaires. Dans le BTP, le léger regain d'activité au premier trimestre ne devrait être que temporaire selon les prévisions des chefs d'entreprise : hormis l'ouvrage de la Pointe Simon et les travaux de modernisation des infrastructures EDF à Bellefontaine, peu de nouveaux chantiers ont vu le jour dans le département. Concernant le tourisme, la haute saison aura été plus favorable qu'en 2009, mais les performances du tourisme martiniquais restent en deçà de celles des années antérieures à la crise sociale, excepté pour le tourisme de croisière. Le secteur des services aux entreprises, dépendant du redémarrage des autres secteurs, a retrouvé un niveau proche de sa moyenne de longue période, mais les chefs d'entreprise n'envisagent pas de nouveaux investissements. Les exportations de produits agricoles ont affiché de bons niveaux, comme c'est le cas de la banane (toutefois son prix accuse une diminution de 20,4 % sur un an pour s'établir à 0,78 euro le kilogramme), et la production de viande locale a bien progressé sur un an. Par ailleurs, le secteur des boissons a été favorisé par la sécheresse ainsi que par la période festive de début d'année (carnaval), mais la filière sucre a été perturbée par le manque d'eau en début d'année.

Guyane : le repli de l'activité se poursuit

Alors que les entrepreneurs interrogés en fin d'année escomptaient une quasi-stabilisation de leur activité pour les premiers mois de l'année, la dégradation d'ensemble s'est poursuivie, sous l'effet notamment de la fermeture du pont du Larivot pendant presque tout le trimestre. L'indicateur du climat des affaires (ICA) s'est dégradé (-4,1 points) et demeure bien en dessous de sa moyenne de longue période. La consommation des ménages reste en berne sur le trimestre et la diminution de l'investissement des entreprises se poursuit. La réouverture du pont du Larivot, le 16 mars 2010, après 16 semaines de détournement de la circulation automobile, devrait cependant permettre une prochaine reprise.



L'activité du secteur primaire et des industries agro-alimentaires est mitigée : poursuite de la diminution des prises de crevettes, mais reprise de celles de vivaneaux sur un an, moindre performance de la campagne de rhum 2009-2010 (d'août à mars) relativement à celle de 2008-2009 et forte baisse sur le trimestre du volume de grumes sorties de forêt expliquée notamment par la saison des pluies. Les professionnels du secteur observent un alourdissement de leurs charges lié à la chute de l'euro et à l'augmentation des prix de carburants. L'activité du BTP s'est stabilisée autour de sa moyenne de longue période, n'étant que légèrement impactée par la fermeture du pont du Larivot de novembre à mars 2010 dans la mesure où, durant cette période de saison des pluies, les chantiers sont traditionnellement suspendus. Le volume de ciment vendu dans le département a diminué de 13 % par rapport au quatrième trimestre et perd 27,6 % en cumul sur un an. L'activité de l'industrie s'est lourdement dégradée tandis que le besoin en trésorerie se creuse, néanmoins les anticipations de reprise sont très largement optimistes pour le deuxième trimestre. L'activité du secteur aurifère reste difficile, avec une baisse des exportations d'or sur le trimestre tant en valeur qu'en volume, alors que sur un an les performances ont été meilleures. S'agissant du spatial enfin, lesancements prévus n'ont pas été effectués en raison de problèmes techniques liés à des anomalies sur les systèmes de pressurisation du lanceur Ariane 5. Le carnet de commandes reste en revanche bien orienté avec 23ancements d'Ariane 5 et 17 de Soyouz à effectuer.

Saint-Pierre-et-Miquelon : premiers signes de reprise

Après une fin d'année 2009 en demi-teinte, les premiers signes d'une reprise semblent apparaître au premier trimestre 2010. L'évolution de l'indice des prix s'inscrit de nouveau à la hausse, sous l'effet notamment d'une reprise de la consommation des ménages, tandis que l'augmentation des crédits accordés aux entreprises et aux ménages témoigne d'une meilleure orientation de l'activité et d'un rétablissement de la confiance des établissements de crédit. Quelques indicateurs restent cependant mitigés : les exportations se sont contractées sur le trimestre et le trafic maritime a continué d'être pénalisé par les difficultés de la desserte en passagers.

La Réunion : l'activité économique cesse de se dégrader

Le premier trimestre de l'année 2010 a été marqué par une stabilisation de l'économie réunionnaise, mais à un niveau d'activité inférieur à celui observé avant la crise. Le climat des affaires, jugé toujours défavorable par les chefs d'entreprise, s'est amélioré pour le troisième trimestre consécutif mais à un rythme plus modéré. La reprise de la consommation des ménages s'est confirmée, mais l'investissement a de nouveau été pénalisé par le manque de perspectives, dans un contexte de conjoncture économique morose et de manque de lisibilité lié à l'incertitude liée aux élections régionales.

Le courant d'affaires de chaque secteur converge vers sa moyenne de longue période. Dans le secteur primaire, à l'exception des filières viande et laitière, et dans celui des industries agro-alimentaires, l'activité est redevenue légèrement positive. A l'inverse, le climat des affaires dans le secteur du commerce s'est détérioré. L'attentisme des chefs d'entreprise du BTP, lié aux incertitudes relatives aux élections régionales, en particulier en ce qui concerne la réalisation du Tram-train, a généré une activité proche de sa moyenne de longue période. Les effectifs de ce secteur ont enregistré une nouvelle diminution (-2,8 % comparé au trimestre précédent), toutefois moins marquée que les précédentes. L'industrie manufacturière enregistre une amélioration de son climat d'affaires au premier trimestre mais l'indicateur demeure en dessous de sa moyenne de longue période. L'activité des services marchands a été proche de celle observée avant la crise mais n'a pas suffi pour inciter les chefs d'entreprise du secteur à investir. L'activité touristique enfin s'est stabilisée autour de sa moyenne de longue durée après la reprise observée en fin d'année. La fréquentation des hôtels les plus touristiques de l'île est restée quasi-identique à celle de 2009.

Mayotte : l'activité économique ne se redresse toujours pas

L'indicateur du climat des affaires (ICA) de Mayotte s'est de nouveau dégradé au premier trimestre 2010 ; il se situe ainsi à un niveau historiquement bas, même s'il n'atteint pas le creux observé au tournant de l'année 2009. Cette détérioration s'explique par des anticipations pessimistes pour les prochains mois, à l'exception des prévisions d'investissement portées par des projets de renouvellement de matériel plutôt que d'extension d'activité. La consommation des ménages a montré des signes de reprise, dans un contexte de recul des prix à la consommation. Le repli de l'investissement des entreprises s'est atténué, tandis que l'investissement des ménages semble se redresser, avec une progression de l'encours des crédits à l'habitat de 6,2 %. Au total, la perspective d'une reprise au prochain trimestre semble peu probable.

Les secteurs du BTP et du commerce ont été les plus touchés par cette morosité. La situation du BTP reste préoccupante : les projets font défaut, les retards de paiements sont préjudiciables aux trésoreries, les perspectives de reprise se font attendre et les effectifs se réduisent. Quelques secteurs ont enregistré une amélioration. C'est le cas du secteur agricole, avec la reprise des exportations de poissons et d'ylang-ylang, ainsi que des autres industries et des services marchands, en légère hausse pour la première fois depuis un an. L'activité touristique a ralenti mais, bien que le nombre de passagers arrivés à l'aéroport se soit replié de 9 % sur le trimestre, la fréquentation touristique a été nettement supérieure à celle des dernières années.



IEOM

Nouvelle-Calédonie : un premier trimestre en demi-teinte

L'indicateur du climat des affaires (ICA) a poursuivi son amélioration au premier trimestre 2010 (+1,9 point) mais sa progression a été moins soutenue que sur les trimestres précédents. Il dépasse désormais légèrement sa moyenne de longue période. Après une nette reprise sur la fin de l'année 2009, on assiste donc à une période de consolidation avec des anticipations plutôt positives pour le prochain trimestre même si les prévisions d'investissement restent modestes.

Le cours du nickel, indicateur important de l'économie calédonienne, s'est apprécié au cours du premier trimestre 2010 (passant de 7,7 \$/lb en novembre à 11,8 \$/lb en avril) et cette hausse s'est accompagnée de bons résultats en termes de production. En dehors des grands chantiers qui ont soutenu la demande, les évolutions des principaux indicateurs ont été plus mitigées avec un attentisme qui reste de mise aussi bien de la part des entreprises que des ménages. La consommation ainsi que l'investissement immobilier des ménages ont marqué le pas au premier trimestre et les indicateurs relatifs à l'investissement des entreprises ont été contrastés. Si la situation économique de la Nouvelle-Calédonie s'est améliorée, les difficultés rencontrées dans les secteurs de l'agriculture, de l'aquaculture et du tourisme restent préoccupantes ; malgré la reprise observée au niveau mondial, ce dernier secteur peine à inverser la tendance comme l'illustrent la diminution des taux d'occupation des hôtels et le recul de la fréquentation touristique du territoire de 14 % sur un an. En outre, quelques facteurs restent à surveiller comme le retard pris par pour le démarrage de l'usine de Goro, l'augmentation du nombre de demandeurs d'emploi ou le retour de la hausse des prix.

Polynésie française : nouvelle dégradation du climat des affaires

Après une amorce de redressement depuis le deuxième trimestre 2009, l'indicateur de climat des affaires s'est de nouveau dégradé en ce début d'année et reste très en deçà de sa moyenne de longue période. La consommation des ménages est restée atone dans un contexte de contraction du marché de l'emploi, même si le dispositif de prime à la casse a contribué à soutenir le secteur automobile. L'investissement a de nouveau été soutenu par les ménages (hausse des crédits à l'habitat) et les collectivités locales (exécution du plan de relance adopté en mars 2009). A l'inverse, l'investissement des entreprises s'est de nouveau contracté sur le premier trimestre.

Les anticipations des chefs d'entreprise pour le prochain trimestre sont pessimistes et l'évolution défavorable des délais de paiements laisse craindre des tensions de trésorerie plus vives.

Dans la continuité de l'année précédente, les trois premiers mois de 2010 ont été peu porteurs en termes d'activité dans la plupart des secteurs. La maîtrise des charges d'exploitation est restée la priorité en l'absence de reprise économique, les charges de personnel constituant la variable d'ajustement. Le courant d'affaires de l'industrie est resté peu dynamique. Le secteur primaire et le commerce ont été affectés par des événements climatiques exceptionnels (cyclone *Oll* et alerte au tsunami) au mois de février, entraînant des jours de fermeture imprévus et la perte de nombreuses récoltes. L'activité touristique est restée en marge de la reprise du tourisme en Océanie, malgré des stratégies de prix attractifs qui pèsent sur les trésoreries ; le nombre de passagers aériens internationaux s'est replié de 8,4 % sur un an à destination de la Polynésie, alors qu'il a progressé de 5 % en Océanie. La progression conséquente des dépenses liquidées par le Territoire a soutenu l'activité des entreprises de travaux publics, mais n'a pas permis de restaurer la confiance dans ce secteur. Seuls les services aux entreprises ont bénéficié d'un regain d'activité au premier trimestre qui leur aurait permis de procéder à des embauches.

Wallis-et-Futuna : une activité relativement stable

Aucune inflexion significative de l'activité économique à Wallis-et-Futuna n'est intervenue au cours du trimestre. La consommation des ménages a été peu porteuse et l'investissement des entreprises est resté timide. Pour que l'activité économique retrouve une croissance durable, il faudrait une reprise de l'investissement des entreprises, alors que le moteur de l'économie du Territoire reste l'investissement public.

Pour en savoir plus : - télécharger les bulletins trimestriels de suivi de la conjoncture économique et financière ainsi que les notes expresses, les notes de l'Institut d'émission et les rapports annuels de chaque agence sur le site de l'IEDOM : www.iedom.fr et de l'IEOM : www.ieom.fr

- ou se les procurer auprès du siège à l'adresse suivante :
IEDOM-IEOM - 164, rue de Rivoli - 75001 Paris

Directeur de la publication et Responsable de la rédaction : Y. Barroux - Rédacteur : OEE
Editeur et imprimeur : IEDOM

Achévé d'imprimer le 21 juin 2010 - Dépôt légal : juin 2010 - ISSN 1775-0628